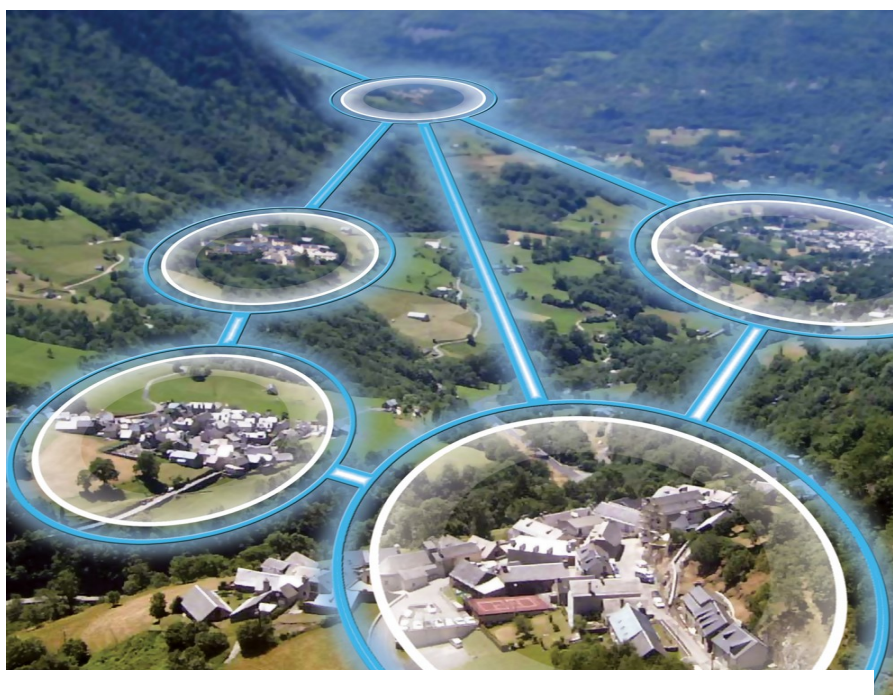


Consultation publique de l'Arcep

**« Attribution de fréquences de la bande
3410 - 3460 MHz pour le très haut débit radio en
France métropolitaine »**

Contribution du groupe Aménagement Numérique des Territoires

7 septembre 2017



Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement

Direction territoriale Ouest : MAN – 9 rue Viviani – BP 46223 – 44262 Nantes cedex – Tél : +33(0)2 40 12 83 01

Siège social : Cité des Mobilités - 25, avenue François Mitterrand - CS 92 803 - F-69674 Bron Cedex - Tél : +33 (0)4 72 14 30 30

Établissement public : Siret 130 018 310 00 222 www.cerema.fr

Historique des versions des documents

Version	Date	Commentaire
0	16/08/17	Rédacteur : Arnaud ROUILLY
1	05/09/17	Contributeurs : Serge PUJOL
2	06/09/17	Relecteurs : Séverine BIENASSIS
Finale	06/09/17	Dernière relecture collective

--

Affaire suivie par :

Arnaud ROUILLY – Cerema Ouest

Département villes et territoires – Groupe aménagement numérique des territoires

mail arnaud.rouilly@cerema.fr– Tél : 02 40 12 85 33

Rédacteur :

Arnaud ROUILLY – Cerema Ouest

Département villes et territoires – Groupe aménagement numérique des territoires

mail arnaud.rouilly@cerema.fr– Tél : 02 40 12 85 33

Validation :

Date	Nom du valideur	Commentaire
07/09/17	Séverine Bienassis	Chef du groupe ANT

--

Avertissement

Ce document constitue la contribution du groupe Aménagement numérique des territoires du Cerema Direction territoriale Ouest à la consultation publique proposée par l'Arcep. A ce titre, le groupe ANT est seul responsable de son contenu.

C'est en tant qu'expert et observateur du domaine que le groupe ANT participe à cette consultation.

Ses observations n'engagent ni le Cerema (encore moins la partie de l'établissement qui est opérateur) ni les directions de ses deux Ministères de tutelle en charge des politiques publiques d'aménagement du territoire.

Nota bene : pour en faciliter la lecture, cette contribution reprend des citations en italique du document mis en consultation par l'Arcep.

Envoi à thdradio@arcep.fr au plus tard le 7 septembre 2017 à 18h00.

Dispositions des autorisations d'utilisation de fréquences

1.1 - Étendue géographique des autorisations au sein d'un département

*Dans la mesure où l'objectif de l'attribution des fréquences de la bande 3410 - 3460 MHz est de contribuer à l'aménagement numérique du territoire en permettant le déploiement de solutions de très haut débit radio dans toutes les zones d'un département où les réseaux filaires à très haut débit ne seront pas disponibles à court ou moyen terme, **les autorisations délivrées dans le cadre du présent dispositif ne peuvent porter dans chaque département que sur ces zones.** Dans cet objectif et pour des raisons de gestion et d'utilisation efficaces des fréquences, les fréquences attribuées ont vocation à porter sur l'ensemble de ces zones d'un département donné.*

Les ondes radio méconnaissant les limites administratives des départements, des communes et donc celles des ZTD, zones conventionnées mais aussi les limites techniques résultant des déploiements par les RIP de plaques FttH et de montée en débit via l'offre PRM, le contrôle du respect de cette obligation va s'avérer compliqué. Seuls un suivi et un contrôle de l'éligibilité commerciale par l'adresse pourra permettre à l'Autorité de vérifier le respect de cette obligation.

Par ailleurs, si l'Autorité pose le principe de restreindre *a priori* l'usage des fréquences considérées aux zones dépourvues de solutions *filaires à très haut débit [--] disponibles à court ou moyen terme*, il est nécessaire de clarifier les modalités de concurrence avec les réseaux filaires (en particulier les opérations de modernisation du réseau fixe, téléphonique et câble). Les concepts de court et moyen terme sont beaucoup trop imprécis à ce stade. La question de la concurrence se pose également avec les offres fixes en 4G des opérateurs mobiles : par exemple, Bouygues Télécom et SFR annoncent une couverture de 99 % de la population fin 2018.

Dans un tel contexte, on pourrait s'interroger sur la bonne utilisation du patrimoine de l'État en fréquences et sur le modèle économique des réseaux des opérateurs qui utiliseront les fréquences objet de la consultation.

L'Autorité pourrait aussi préciser les conditions dans lesquelles les fréquences accordées viendraient en complément d'autres utilisées par des réseaux radio fixe WiMAX encore en activité dans certains départements.

1.2 - Obligations de déploiement et d'utilisation effective des fréquences

1.2.1 - Obligations de déploiement par défaut

un débit descendant d'au moins 30 Mbit/s 95% du temps ;

L'Autorité doit préciser sur quelle période de temps ce pourcentage sera calculé.

une latence inférieure à 100 millisecondes ;

Cette valeur correspond à ce qui peut en moyenne être observé pour les réseaux 2G/3G. La 4G mobile se situe dans une fourchette de 50 à 70 ms. Par conséquent, une offre qualifiée de THD ne peut souffrir une latence supérieure aux réseaux radio mobiles actuels et même double de ce que l'ADSL est en mesure d'offrir actuellement. L'Autorité devrait donc donner une valeur guide sensiblement inférieure.

et aucune limitation du volume de données.

Présenter quatre critères parmi lesquels l'absence de limitation du volume de données pose la question des obligations qui vont porter sur le titulaire quand il ne sera plus en mesure de respecter la totalité de ces critères. Par exemple, si l'absence de limitation de volume de données crée une saturation du réseau entraînant le non respect du critère relatif au débit descendant, le titulaire aura-t-il obligation de renforcer le maillage de son réseau ou bien pourra-t-il déroger à l'obligation relative au volume de trafic ?

*18 mois après la délivrance de son autorisation (pour les autorisations délivrées avant le 1er janvier 2019), le titulaire doit assurer, directement ou indirectement, la fourniture d'une offre de détail permettant à **90% des foyers** situés dans le périmètre de son autorisation d'accéder à un service d'accès fixe à Internet à très haut débit ;*

Cette disposition nous semble difficilement contrôlable s'agissant d'une éligibilité à l'adresse. Il semblerait plus judicieux et plus transparent pour le grand public de tenir à l'échéance du 1^{er} janvier 2019, des cartes d'éligibilité au service. (simple application du D98-6-2 alinéa I du CPCE)

Enfin, il est implicite que ces fréquences sont destinées prioritairement à un usage grand public. Or, des entreprises seront clientes de ces réseaux. Des critères renforcés sur des plages horaires liées à l'activité professionnelle pourraient utilement renforcer les quatre proposés par l'Autorité. Se posera également l'équité de traitement entre ces deux catégories d'usagers. Par ailleurs, faut-il que l'Autorité veille à un usage respectueux des objectifs et que d'autres usages simultanés de ces fréquences ne viennent pas grever la qualité de service pour l'accès THD à l'internet du grand public et des entreprises ?

1.2.2 - Obligations de déploiement adaptées

La lecture de ce paragraphe brouille la définition esquissée du "service d'accès fixe à Internet à très haut débit" laissant à penser qu'il s'agit seulement de valeurs guide définissant un service de qualité THD. Cette possibilité dérogatoire risque de décrédibiliser l'offre auprès de la clientèle car des "paramètres numériques différents" seront très probablement plus souvent de qualité moindre.

Proposition corollaire du groupe ANT

Un des paramètres principaux de l'équilibre économique des réseaux qui seront déployés pour proposer un accès à l'internet THD avec les fréquences objet de la présente consultation est le coût de location des points hauts.

Les opérateurs locaux dont le cœur de métier est depuis plus d'une dizaine d'années le déploiement et l'exploitation technique et commerciale de réseaux WiFi, hiperLAN ou WiMAX ne peuvent supporter des coûts d'usage de points hauts supérieurs à quelques centaines d'euro par an, loin des loyers en milliers d'euros qui se pratiquent pour les réseaux mobiles.

Compte tenu de la faible charge supplémentaire qu'apportent les antennes de ce type de réseaux sur les pylônes de téléphonie mobile, il serait utile que l'Arcep fixe des lignes directrices tarifaires qui seraient respectées par les 4 opérateurs mobiles et tous les bailleurs de points hauts (pylônes autres que des opérateurs mobiles, châteaux d'eau, édifices religieux, etc) afin de faciliter, voire simplement rendre possible, le déploiement de ces nouveaux réseaux d'accès THD à l'internet.